economiesuisse

L'économie exige des clarifications au niveau politique

L'économie suisse salue les discussions prévues au plus haut niveau politique au sujet de l'accord-cadre. Les faîtières economiesuisse et l'Union patronale suisse exigent du Conseil fédéral qu'il clarifie au plus vite les points encore ouverts avec l'UE. Il est dans l'intérêt du pays de préserver la voie bilatérale.

Les discussions avec l'Union européenne (UE) visant à clarifier les points encore ouverts se trouvent dans une phase décisive. Au vu des divergences manifestes entre la Suisse et l'UE, le Conseil fédéral doit à présent faire preuve de leadership et tout mettre en œuvre pour régler les questions pendantes de l'accord-cadre. Les faîtières economiesuisse et l'Union patronale suisse saluent donc les discussions directes prévues par le Conseil fédéral avec la Commission européenne. Les deux parties ont un grand intérêt économique à résoudre les trois questions en suspens, à savoir les aides d'État, les mesures d'accompagnement et la directive européenne sur la citoyenneté. Le succès de ces discussions est une condition préalable pour que l'accord-cadre trouve la majorité politique nécessaire au Conseil fédéral.

Des relations ordonnées et sûres avec l'Union européenne sont importantes pour la Suisse. Grâce aux accords bilatéraux, les liens économiques reposent sur une base stable, ce qui a permis à la Suisse de demeurer prospère ces dernières années. À moyen terme, l'UE restera le principal partenaire commercial de l'économie suisse, fortement orientée vers l'exportation. La moitié environ des exportations suisses sont destinées au marché unique européen. Poursuivre la voie bilatérale doit donc rester un objectif prioritaire de la politique économique

extérieure suisse. En outre, plus d'un million de travailleurs en Suisse dépendent directement ou indirectement d'un accès sans entrave au marché intérieur. **«Pour l'industrie MEM, la voie bilatérale et l'accord-cadre sont centraux. Le Conseil fédéral doit donc trouver maintenant une solution avec l'UE»**, déclare Martin Hirzel, président de Swissmem.

Les accords bilatéraux avec l'UE sont essentiels pour la recherche et l'innovation de la Suisse: **«L'innovation est le fondement de notre compétitivité et donc de notre prospérité. Les accords bilatéraux permettent à nos chercheurs d'être à l'avant-garde – nous ne devons pas compromettre cet avantage à la légère»**, souligne Matthias Leuenberger, président de scienceindustries. Les accords bilatéraux revêtent également une grande importance pour la Suisse en tant que place financière internationale performante. **«Il est de la responsabilité d'un Conseil fédéral agissant dans l'intérêt des citoyens suisses de créer un cadre clair avec des règles contraignantes et acceptables pour les deux parties. C'est le seul moyen de préserver la prospérité de la Suisse à moyen et à long termes»** , insiste pour sa part Herbert Scheidt, président de l'Association suisse des banquiers.

Les milieux économiques en appellent donc au Conseil fédéral pour qu'il prenne résolument l'affaire en main et s'emploie à clarifier les points en suspens et à faire aboutir les négociations.